



Nigeria

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

923 770



126 929 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
300 ECU (1993)

Exportations
2 111 868 000 ECU
(1994)
pétrole 90%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,13% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
70,6% (1995)

Taux d'urbanisation
37,66% (1993)

Le Nigéria est le plus grand Etat de l'Afrique Occidentale Côtière. Situé dans le Golfe de Guinée, il comprend de nombreux types d'habitats, allant des forêts tropicales dans le sud du pays au semi-désert du nord.

Indépendant depuis 1960, le Nigéria est devenu l'un des pays les plus peuplés du monde: un Africain sur cinq est Nigérian, et d'ici l'an 2025, la population du pays pourrait excéder les 200 millions de personnes, dont plus de 70% vivant en zone urbaine. Le pays comprend plus de 250 groupes ethniques, dont trois sont dominants.

Le Nigéria possède d'importantes ressources naturelles. La découverte de pétrole au début des années 60, dans le sud du pays, a entraîné un boom économique et des investissements considérables dans le secteur industriel. Toutefois, la chute des prix du pétrole et la forte diminution des revenus pétroliers qui s'ensuit, ont eu un impact négatif majeur sur l'économie du pays. L'économie nigériane exerce une très grande influence sur la région ouest-africaine: 80% environ des produits commercialisés en Afrique occidentale proviennent du pays.

L'Union Européenne est, traditionnellement, le plus grand importateur des produits du Nigéria. Les quatre Conventions de Lomé successives depuis 1975 ont alloué au pays plus d'un milliard d'écus, dont à peu près 640 millions sous forme d'aide programmable, et plus de 420 millions d'écus sous forme de prêts sur ressources propres de la Banque Européenne d'Investissement.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (365 millions d'écus) est l'un des plus importants jamais signés avec un pays ACP. Ces ressources sont utilisées en priorité pour le développement des ressources humaines, la conservation et la protection de l'environnement en liaison avec le développement de l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable, et la formation et l'appui au développement institutionnel. Le programme de coopération institutionnelle est le plus important de tous les pays ACP.

La détérioration du climat politique et économique en 1994 a été à l'origine de difficultés dans l'exécution des projets. Par conséquent, un nombre limité de révisions ont été introduites au début 1995, à l'occasion du réexamen des programmes en cours.

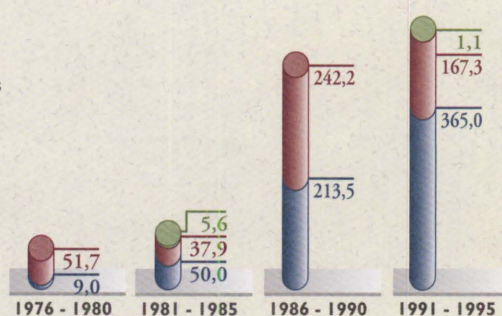
La BEI a déjà engagé 130 millions d'écus de ressources propres et 2 millions de capitaux à risques au titre de Lomé IV, en faveur du développement des secteurs de l'énergie, des petites et moyennes entreprises, de l'industrie agro-alimentaire ainsi que d'autres secteurs productifs.

Au niveau régional, le Nigéria a bénéficié de subventions régionales du FED pour le programme panafricain "peste bovine", un programme de Télécommunications Aéronautique par Satellite, la recherche agronomique et la lutte contre l'érosion des côtes.

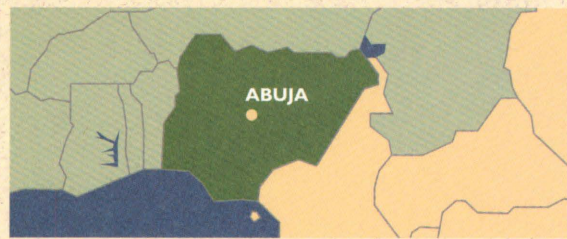
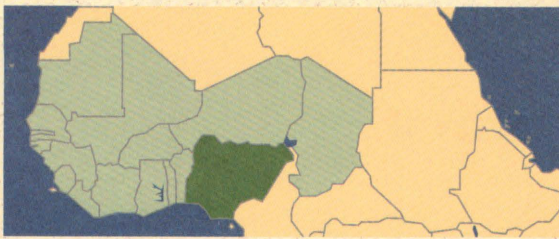
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Nigeria **N**

Economic indicators	
GNP per capita	300 ECU (1993)
Exports	2 111 868 000 ECU (1994)
oil	90%
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	3.13% (1995)
Primary schooling rate	70.6% (1995)
Urbanization rate	37.66% (1993)

Nigeria is the largest West African coastal state. It is located on the Gulf of Guinea, and encompasses a very wide diversity of habitats, ranging from tropical rain forests in the South, to semi-desert in the extreme North.

Independent since 1960, Nigeria has become one of the most populous countries in the world : one in five Africans is Nigerian, and by the year 2025, its population is expected to exceed 200 million people, with over 70% based in urban areas. There are over 250 ethnic groupings, of which three are dominant.

Nigeria has abundant natural resources. The discovery of oil in the early 1960s, in the South, led to an economic boom and considerable investment in the industrial sector. However, the collapse of oil prices, and the consequent fall in oil incomes, has had a major negative impact on the economy. The Nigerian economy has great influence on the West Africa region: around 80% of the products sold in the West Africa region originate in Nigeria.

The European Union has traditionally been the largest importer of Nigerian goods. Under the four successive Lomé Conventions since 1975, Nigeria has been allocated a total of over ECU 1 billion, of which approximately ECU 640 million is in the form of programmed grant aid, and over ECU 420 million loans managed by the European Investment Bank.

Its Lomé IV National Indicative Programme (ECU 365 million) is one of the largest received by an ACP country. These resources are focused on human resources development, conservation and protection of the environment in connection with agricultural development, provision of drinking water, training and institutional support. The institutional cooperation programme is the largest of any ACP country.

The degradation of the political and economic climate during 1994 led to difficulties in project implementation. As a result, a limited number of revisions were introduced in early 1995, combined with a review of on-going programmes. In addition, as regards the identification of new projects and programmes, a set of EU guidelines to be applied to future development cooperation projects and programmes in Nigeria was approved in late 1994. These focus primarily on poverty alleviation.

Further deterioration of the human rights situation caused the EU, in November 1995, to suspend development co-operation with Nigeria and to take a number of other measures such as visa restrictions for family members of the military regime, an arms embargo, and a sports boycott.

The Commission policy will be aimed at an early return to democracy and the rule of law in Nigeria.

Under Lomé IV, the EIB has already committed ECU 130 million from its own resources and ECU 2 million risk capital for the development of the energy sector, small and medium-sized enterprises, agro-industries and other productive sectors.

At a regional level, Nigeria has benefited from regional EDF funds allocated for the Pan-African Rinderpest programme, an Aeronautical Satellite Telecommunications programme, agricultural research and the fight against coastal erosion.

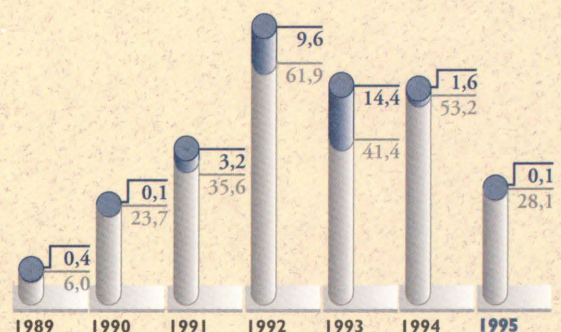
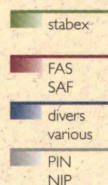
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument

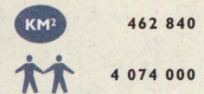




Papua - New Guinea

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 130 ECU (1993)

Exportations
45 011 000 ECU (1994)
or 43%
cuivre 18%

Service de la dette /
exportations
31,64% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,92% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
74,3% (1995)

Taux d'urbanisation
15,6% (1993)

La Papouasie-Nouvelle Guinée comprend la moitié de l'île de Nouvelle-Guinée et quelques 600 autres îles au nord et à l'est. La diversité du pays s'illustre par le fait que près de 700 langues y sont parlées. La Papouasie Nouvelle-Guinée est indépendante depuis 1975.

Le pays est très riche en ressources naturelles, mais son essor économique a été entravé par plusieurs facteurs. Plus des deux tiers de la population, qui connaît une forte croissance, est analphabète. Le terrain est accidenté et le manque de routes reliant les provinces rend les coûts de transport élevés. Le conflit armé qui a éclaté autour de la mine de cuivre de Bougainville (qui avant sa fermeture contribuait pour 10% au PIB et pour 36% aux recettes d'exportation) a eu des implications importantes dans la vie économique et politique du pays.

La Papouasie-Nouvelle Guinée est devenue membre de la Convention de Lomé en 1978 et l'Union européenne en est le second donateur après l'Australie. Sous Lomé I, II et III les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) se sont élevés à 67,5 millions d'écus, attribués en majeure partie à l'amélioration de l'infrastructure routière. Parmi les autres secteurs de développement sont compris: le développement rural (microprojets, élevage et énergie), ainsi que la formation et le commerce. Une subvention de 30 millions d'écus du fonds du Sysmin sous Lomé III a été utilisée en priorité pour l'amélioration et la réhabilitation des ponts et des routes.

Sous Lomé IV, 46,2 millions d'écus ont été alloués au titre du PIN.

S'y ajoutent à ce jour 17,2 millions d'écus, alloués en appui à l'ajustement structurel. En 1994, 5 millions d'écus supplémentaires issus du budget UE ont été alloués à un projet de gestion et de conservation durable de la forêt tropicale. Pour le PIN, les deux secteurs privilégiés sont le développement des ressources humaines et le développement rural. Un des principaux projets du premier secteur est axé sur l'amélioration de l'infrastructure de l'enseignement des deuxième et troisième cycles. Dans le second secteur, sont envisagées, entre autres, des actions en faveur de la protection de l'environnement, comme par exemple un projet de surveillance écologique des mines.

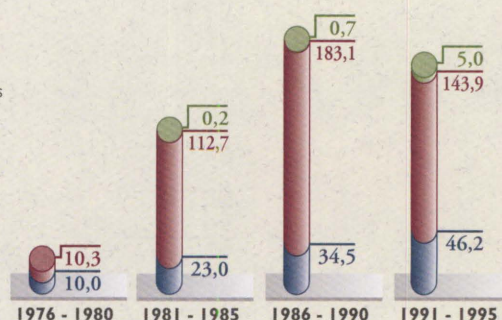
Depuis Lomé I, les transferts Stabex se sont élevés à plus de 230 millions d'écus, dont 72 millions au cours des quatre premières années de Lomé IV, permettant de compenser les pertes des exportations de café, cacao, huile de palme et dérivés de noix de coco.

Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue, jusqu'à présent, pour 64 millions d'écus, dont 41 millions sur ses ressources propres.

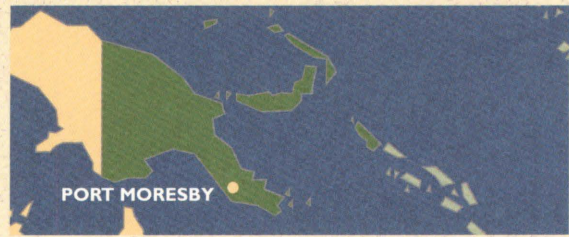
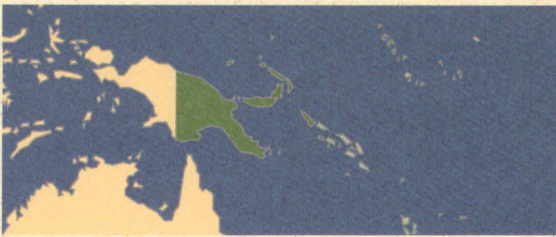
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors



Papua - New Guinea **P**

Economic indicators	
GNP per capita	1 130 ECU (1993)
Exports	45 011 000 ECU (1994)
gold	43%
copper	18%
Debt service / exports	31.64% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1.92% (1995)
Primary schooling rate	74.3% (1995)
Urbanization rate	15.6% (1993)

Papua New Guinea comprises the eastern half of the island of New Guinea and some 600 other islands to the North and East. Its diversity is illustrated by the fact that approximately 700 languages are spoken. Papua New Guinea gained independence in 1975.

The country is very rich in natural resources, but economic growth have been hampered by several characteristics. Less than one third of Papua New Guinea's fast-growing population is literate. The rugged terrain and absence of an inter-provincial road network raises transport costs. The outbreak of armed conflict around the Bougainville copper mine (which contributed about 10% of Papua New Guinea's GDP and some 36% of export earnings before its closure) has had significant implications for the economic and political life of Papua New Guinea.

Papua New Guinea became a member of the Lomé Convention in 1978, and the European Union is now the most important donor after Australia. Under Lomé I, II and III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of ECU 67.5 million, which have been mainly dedicated to improving road infrastructure. Other areas of cooperation include rural development (microprojects, livestock and energy), training and trade. An allocation of Sysmin funds (ECU 30 million) under Lomé III has been used primarily for road and bridges infrastructure and rehabilitation.

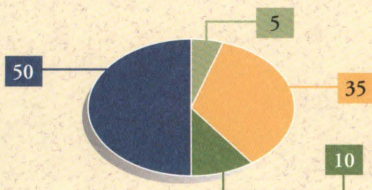
Under Lomé IV, ECU 46.2 million has been allocated from NIP, supplemented with ECU 17.2 to date for the structural adjustment support. In 1994, a further 5 million ECU were allocated from the EU budget for a sustainable forest management and conservation project. The NIP itself concentrates on two sectors: human resource development and rural development. A major project within the former covers infrastructure improvement on the secondary and tertiary education levels as well as training. The latter main sector is among other things geared to actions to protect the environment, including a project on the environmental monitoring of mines.

Stabex transfers totalling more than ECU 230 million have been made since Lomé I, including ECU 72 million for the four years of Lomé IV. These have helped to make up for the shortfalls in foreign export earnings from coffee, cocoa, palm oil and coconut products.

To date, under Lomé IV, ECU 64 million has been approved through European Investment Bank (EIB) intervention, of which ECU 41 million from its own resources.

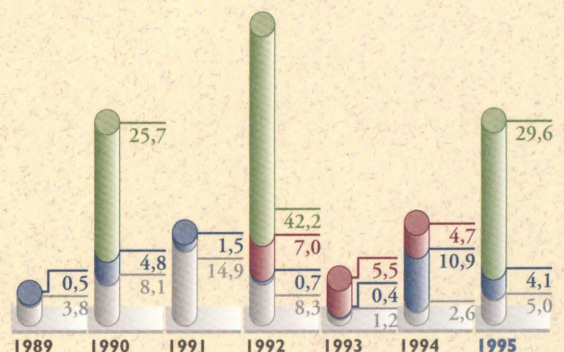
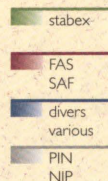
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





República Dominicana

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

48 730



7 915 317

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 230 ECU (1993)

Exportations
371 918 000 ECU
(1994)

minerais	34%
sucre	20%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
93,7% (1995)

Taux d'urbanisation
62,92% (1993)

La République Dominicaine occupe les deux-tiers orientaux de l'île d'Hispaniola, qu'elle partage avec Haïti, et dispose d'une façade sur la Mer des Caraïbes et d'une autre sur l'Océan Atlantique.

Le pays a tardivement rejoint le Groupe des Etats ACP en adhérant en 1989 à la quatrième Convention de Lomé. Auparavant, la République Dominicaine a bénéficié de l'assistance européenne dans le cadre des relations de coopération avec les pays en développement d'Amérique latine. Ainsi, de 1976 à 1989, elle a reçu une aide de près de 26 millions d'écus qui a été principalement consacrée à l'appui au développement rural.

Le processus d'ajustement structurel engagé de 1990 à mars 1994 a eu des effets très positifs: libéralisation de l'économie, reprise de la croissance, réduction du déficit public, diminution de l'inflation, et renégociation des dettes extérieures. Après une interruption pendant la période électorale, la politique de stabilisation et de réformes structurelles a repris depuis les derniers mois de 1994. Les principales difficultés économiques actuelles du pays concernent la continuité de la croissance, la réduction du déficit extérieur, la réorientation des dépenses publiques vers les secteurs sociaux et surtout la poursuite des réformes structurelles.

Le premier Programme Indicatif National (PIN) du pays – celui de Lomé IV – s'élève à 85 millions d'écus. Les actions devant être financées avec ces ressources programmées concernent principalement un programme intégré de développement rural dans le nord-est du pays, un projet hydro-électrique, et deux projets régionaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les autres financements portent notamment sur la fourniture d'une assistance technique, la coopération culturelle, des programmes d'appui au secteur privé, de coopération décentralisée, de conservation des parcs, et de lutte contre le SIDA. Le soutien à l'ajustement structurel prend une place significative avec une allocation de plus de 31 millions d'écus, dont 23 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 8,5 millions provenant du PIN.

La République Dominicaine bénéficie de projets également d'une aide de 23 millions d'écus au titre du Sysmin, qui vise à soutenir la mise en œuvre d'un programme géologique et minier.

Au niveau régional (PIR Caraïbes), le pays bénéficie dans les secteurs de l'éducation universitaire, du tourisme, du commerce et de la protection de l'environnement. Des projets de coopération transfrontalière avec Haïti sont en préparation.

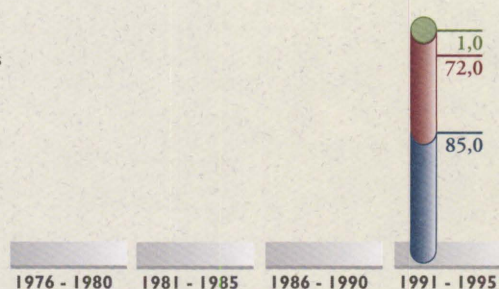
De plus, la Banque Européenne d'Investissement sur les ressources dont elle assure la gestion, a déjà engagé 26 millions d'écus au titre des capitaux à risques pour le financement des secteurs de l'énergie et de l'industrie.

Sur les ressources budgétaires de l'Union européenne, des actions relatives à la fourniture d'une aide alimentaire et au cofinancement de projets avec des ONG (au total 8,5 millions d'écus depuis 1990) ont également été soutenues.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs

secteurs sociaux
social sectors

ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support

autres
others



República Dominicana

R

Economic indicators

GNP per capita
1 230 ECU (1993)

Exports
371 918 000 ECU
(1994)
ore 34%
sugar 20%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
2% (1995)

Primary schooling rate
93.7% (1995)

Urbanization rate
62.92% (1993)

The Dominican Republic makes up two thirds of the island formerly known as Hispaniola, which it shares with Haiti; one side faces onto the Caribbean and the other the Atlantic Ocean.

The country was late in joining the ACP States Group, at the fourth Lomé Convention in 1989. Before then, the Dominican Republic benefited from European aid as part of cooperation relations with Latin American developing countries. From 1976 to 1989, the country received almost ECU 26 million in aid; this was mainly to support rural development.

The structural adjustment reforms undertaken by the country between 1990 to March 1994, which focus on liberalising the economy, have had a very positive impact: recovery of the real GDP, substantially reduced public debt, and a considerable reduction in the inflation rate and renegotiation of the external debt. The difficulties now faced by the country include the stimulation of economic growth, reduction of the trade balance deficit and recovery of the public spending level in the social sectors and especially to continue with structural reform.

The first National Indicative Programme (NIP), under Lomé IV, amounts to ECU 85 million. Actions to be funded with the programmed resources are an integrated rural development programme in the North-East of the country, a hydro-electricity project, and two regional projects in the health and education social sectors. The other projects financed are for the supply of technical assistance, cultural cooperation and the implementation of a support programme for the private sector. Support for structural adjustment plays a significant role, with an allocation of over ECU 31 million, of which ECU 23 million was from the Structural Adjustment Facility (SAF) and 8.5 million from the NIP. Under Sysmin, the Dominican Republic was allocated ECU 23 million to support the implementation of a geological and mining programme.

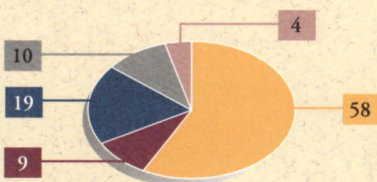
Under the regional programme for the Caribbean, the country has benefited from projects in higher education, tourism, trade and environmental protection. Trans-frontier projects also benefiting Haiti are being drawn up.

Moreover, the European Investment Bank has already committed from the resources it manages ECU 26 million under risk capital to the financing of energy and industry sectors.

From the European Union's budget resources, actions for the supply of food aid and NGO co-financing projects totalling ECU 8.5 million since 1990 have also been supported.

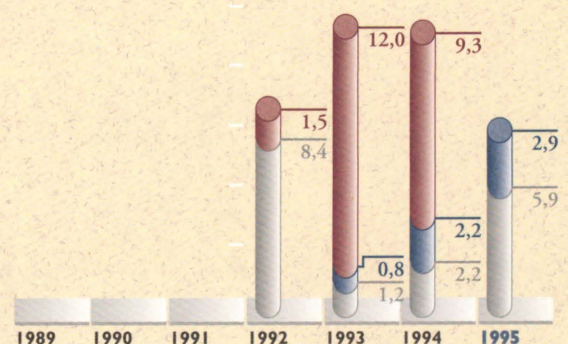
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Rwanda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 26 340

8 330 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
210 ECU (1993)

Exportations
53 266 000 ECU (1994)
café 69%
thé 18%

Service de la dette /
exportations
4,96% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,39% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
71,1% (1995)

Taux d'urbanisation
5,9% (1993)

Le Rwanda est un pays enclavé, densément peuplé (plus de 285 habitants au km², et 800 au km² cultivé dans certaines provinces), dont la pluviométrie régulière et l'altitude (1300 mètres en moyenne) en font un pays verdoyant. L'économie rwandaise repose sur l'agriculture à 98%: cultures vivrières, thé et café. Toutefois, l'enclavement du pays et son relief l'obligent à concentrer ses efforts de développement sur le secteur des transports et des communications.

Comme son voisin le Burundi, l'histoire du Rwanda est marquée, depuis son indépendance en 1962, par la persistance de graves conflits politiques qui ont abouti, à certaines périodes, à des affrontements sanglants et à la guerre civile entre octobre 1990 et juillet 1994. Nonobstant la situation de calme actuelle, les quelque 2 millions de réfugiés dans les pays voisins constituent une lourde hypothèque sur l'avenir de la paix du pays.

Amorcée dès 1958, la coopération avec l'Union européenne s'est concentrée dans les domaines du développement rural (stratégie alimentaire, développement des cultures d'exportation de haute qualité, infrastructures sociales) et des transports. Une attention particulière a été portée aux réseaux permettant de relier les provinces isolées aux grands axes routiers que sont le Corridor Nord et le Corridor Central.

Dans le cadre de Lomé IV, le Rwanda a bénéficié de 118 millions d'écus de ressources programmées. En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques. Les autres domaines privilégiés par le Programme Indicatif National de Lomé IV sont la lutte contre le SIDA, l'appui à la décentralisation, l'appui aux PME, les microprojets et la protection de l'environnement.

La mise en œuvre de ces programmes a cependant été ralentie et compromise par les conflits et les troubles qui traversent le pays.

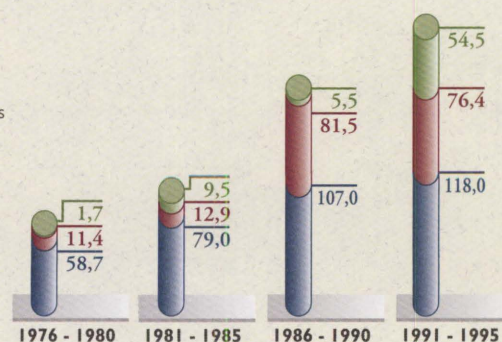
Ces conflits et ces troubles, qui s'ajoutent à ceux du Burundi voisin, expliquent par ailleurs l'envergure de l'aide humanitaire allouée en faveur des 2,2 millions de réfugiés et à environ 400 000 personnes déplacées au Rwanda (250 millions d'écus entre avril 1994 et février 1995, et 34,5 millions d'écus d'aide alimentaire pour la même période). A cela se sont ajoutées les allocations aux organisations internationales et aux ONG en matière de Droits de l'Homme, de Réhabilitation et la Sécurité Alimentaire.

Le Rwanda bénéficie aussi d'importantes ressources du Stabex: les transferts financiers sur la période 1990-1992 se sont élevés à 41 millions d'écus pour le thé et le café.

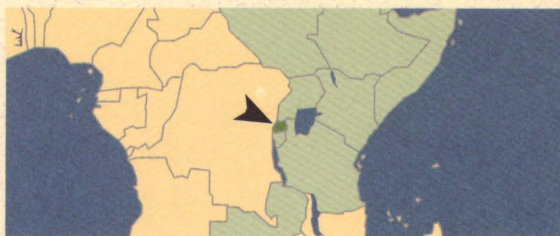
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Rwanda **R**

Economic indicators

GNP per capita
210 ECU (1993)

Exports
53 266 000 ECU (1994)
coffee 69%
tea 18%

Debt service / exports
4.96% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.39% (1995)

Primary schooling rate
71.1% (1995)

Urbanization rate
5.9% (1993)

Rwanda is a landlocked and densely populated country (more than 285 inhabitants per km², and over 800 inhabitants per cultivated Km² in some parts of the country). Its regular rainfall and high altitude (average 1300 m) make it verdant. The Rwandan economy is based on agriculture (98%), its main products being food crops, tea and coffee. However, its landscape and the fact that it is landlocked, oblige it to concentrate development efforts in the transport and communications sector.

Like its neighbour Burundi, Rwanda's history has been marked, since its independence in 1962, by continual serious political confrontations which have at times led to bloody conflicts, and to the civil war between October 1990 and July 1994. Despite the present peace situation, the 2 million or so refugees in the neighbouring countries are a heavy burden for the country's future construction.

Since 1958, cooperation with the European Union has concentrated on the areas of rural development (food strategy, development of high-quality export crops, social infrastructures) and transport. Particular attention has been given to networks linking isolated provinces to the country's two large roads; the Northern and Central Corridors.

In the framework of Lomé IV, Rwanda was granted ECU 118 million in programme resources. Moreover, ECU 14 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital. Other areas earmarked by the Lomé IV National Indicative Programme are the fight against AIDS, support for decentralisation, support for SMEs, microprojects and environmental protection.

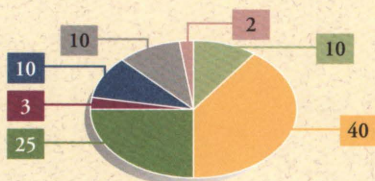
The implementation of these programmes has slowed down, however, and is threatened by the fighting and myriad troubles across the country.

These conflicts and the ensuing problems, added to those of neighbouring Burundi, explain the scale of humanitarian aid allocated for the 2.2 millions of refugees and 400 000 displaced persons in Rwanda (ECU 250 million from April 1994 to February 1995 and ECU 34.5 million in food aid). In addition, funds have gone to international organisations, NGOs supporting Human Rights projects and food security intervention.

Rwanda has also received substantial Stabex funds; transfers between to 1990 and 1992 amounted to ECU 41 million for tea and coffee.

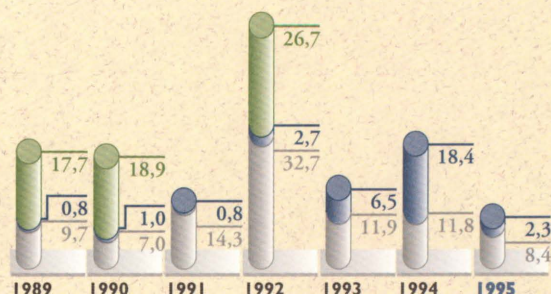
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Kitts and Nevis

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

360



na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant
4 410 ECU (1993)

Exportations
11 257 000 ECU (1994)
sucre 38%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
na/nd

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
41,28% (1993)

L'île de Saint Christopher (ou Saint-Kitts) et celle de Nevis forment un état fédéral. Le pays est devenu pleinement indépendant en 1983, après 16 années d'autonomie en association avec le Royaume Uni.

Malgré l'importance de la production de sucre, en régression depuis le début des années 80, l'économie de Saint-Kitts et Nevis a connu un haut niveau de croissance. Cette prospérité est due à la diversification entreprise à cette même période vers les secteurs du tourisme et des produits manufacturés. Elle est cependant fragilisée par les contraintes caractéristiques des petites îles: marché intérieur et ressources étroites, dépendance vis à vis de l'extérieur, ainsi que par les aléas climatiques (ouragans et sécheresses).

Saint-Kitts et Nevis a bénéficié de Lomé I et II en tant que Pays et Territoire d'Outre-Mer (PTOM) pour un montant de près de 4 millions d'écus. Sous Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) a fourni une allocation de 3,5 millions d'écus. Les aides ont été principalement axées sur l'infrastructure sociale, avec notamment la construction d'écoles primaires et de centres sociaux, ainsi que l'aménagement d'un système de distribution d'eau.

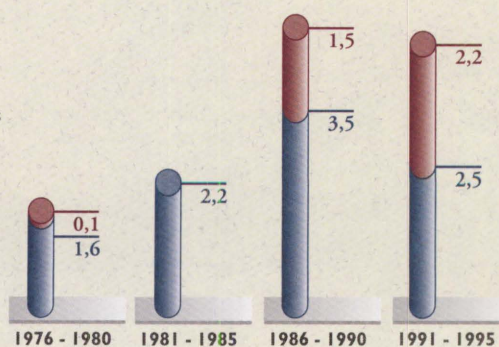
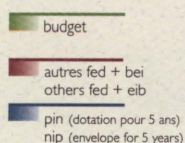
Saint-Kitts et Nevis a également reçu des aides d'urgence à la suite des violentes tempêtes de 1980 et de l'ouragan Hugo en 1989 ainsi que les ouragans Louis et Marylin.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 2,5 millions d'écus est consacré pour environ 80% au développement du secteur de la santé. En outre la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà engagé 2 millions d'écus sur capitaux à risques pour l'extension de l'aéroport de Nevis (minimum garanti : 1 million)

Saint-Kitts et Nevis exporte la majorité de son sucre vers l'Union Européenne sous le Protocole Sucre.

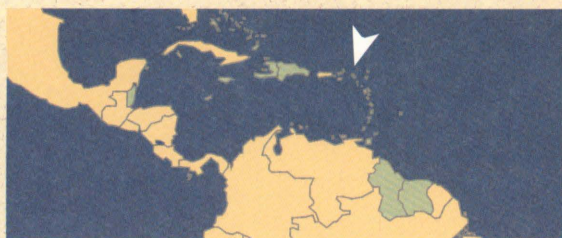
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Saint Kitts and Nevis

S

Economic indicators

GNP per capita
4 410 ECU (1993)

Exports
11 257 000 ECU (1994)
sugar 38%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
na/nd

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
41.28% (1993)

Saint Christopher (Saint Kitts) and Nevis is a federal state. It achieved full independence in 1983, after 16 years self-government as an associated state of the United Kingdom.

Despite the importance of sugar production, which has been in decline since the beginning of the 1980s, the economy of Saint Christopher and Nevis has been through a period of strong growth. This prosperity is due to diversification undertaken at the same time in the tourism and manufactured goods sectors. However, the economy has been weakened by limitations typical of small islands: limited domestic market and resources, dependence on the outside world, as well as climatic risks (storms and droughts).

Saint Christopher and Nevis received almost ECU 4 million from Lomé I and Lomé II, as an Overseas Country and Territory (OCT). Under Lomé III, the National Indicative Programme (NIP) allocated ECU 3.5 million. The assistance was mainly for social infrastructure, including in particular the construction of primary schools and social centres, as well as the improvement of the water distribution system.

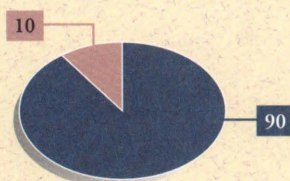
Saint Christopher and Nevis received emergency aids, following violent storms in 1980, Hurricane Hugo in 1989 and Hurricanes Luis and Marilyn.

Under Lomé IV, some 80% of the ECU 2.5 million National Indicative Programme was allocated for the development of the health service. The European Investment Bank has already committed ECU 2 million as risk capital to upgrade Nevis airport (minimum guarantee: ECU 1 million).

Saint Christopher and Nevis exports the majority of its sugar to the European Union, under the Sugar Protocol.

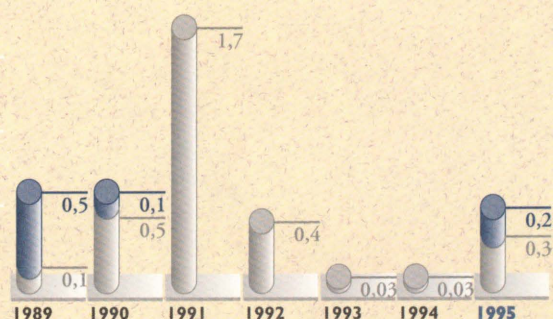
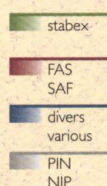
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Saint-Lucia

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

620



142 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
3 380 ECU (1993)

Exportations
40 484 000 ECU (1994)
bananes 55%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,71% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
47,26% (1993)

Sainte Lucie est le pays le plus peuplé de l'organisation des Etats de l'Est des Caraïbes (OECS). Indépendant depuis février 1979, Sainte Lucie présente de bonnes performances économiques depuis 1982.

A la fin des années 1980, Sainte Lucie a enregistré une forte croissance en PNB réel, due à une expansion soutenue de la production bananière, combinée au dynamisme du secteur touristique. Les problèmes rencontrés dans le secteur de la banane, à partir de 1993, à la suite de la mise en place du Marché Unique, ont conduit à mettre l'accent sur l'agriculture non-traditionnelle comme l'arbre à pain, le poivre et les mangues. Une politique de contrôle des naissances a également été mise en place.

Depuis 1976, Sainte Lucie a bénéficié directement de 12,9 millions d'écus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I, II et III. Ils ont été consacrés à la diversification de l'agriculture et à l'amélioration de l'infrastructure rurale, notamment en regard de l'irrigation. L'infrastructure routière et l'enseignement ont également bénéficié du PIN.

Saint Lucie a aussi reçu un financement Stabex (26,4 millions d'écus sous Lomé IV) lors de la baisse importante des revenus d'exportation de la banane, ainsi que des aides d'urgence à la suite des ouragans de 1980, 1983 et 1994 (plus d'1 million d'écus).

Le PIN de Lomé IV (5 millions d'écus) est centré sur la modernisation de l'Hôpital Victoria, l'agriculture et le développement rural (1,55 millions d'écus pour le projet le développement de la Vallée de Mabouya). 750 000 écus ont été également alloués au pays pour un programme de formation.

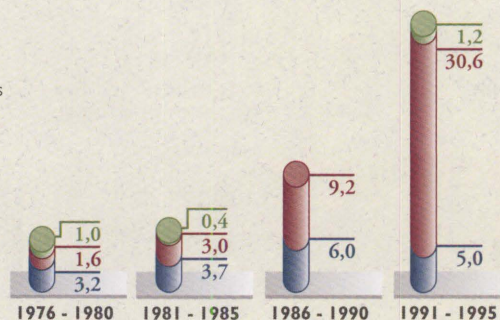
En outre, un montant de 3,5 million d'écus ont déjà été engagés pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Sainte Lucie figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (1,2 millions d'écus déjà engagés).

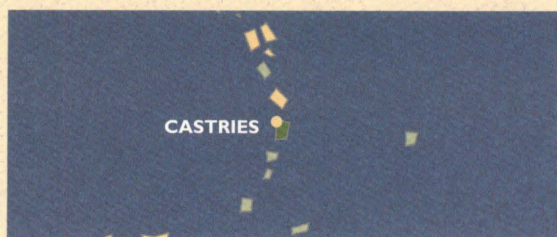
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Saint-Lucia **S**

Economic indicators	
GNP per capita	3 380 ECU (1993)
Exports	40 484 000 ECU (1994)
bananas	55%
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0.71% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	47.26% (1993)

Saint Lucia is the most populated country of the Organisation of the East Caribbean States (OECS). Independent since February 1979, Saint Lucia's economic performance has remained strong since 1982.

During the late 1980s, Saint Lucia recorded strong growth in real GNP, provoked by steady expansion in banana output combined with the dynamic performance of the tourism sector. Problems with the banana sector, over the last few years, has increased the importance of non traditional agricultural commodities, such as breadfruit, pepper, and mangoes. Birth control policy has also been implemented.

Since 1976, Saint Lucia has directly benefited from ECU 12.9 million under Lomé I, II and III National Indicative Programmes (NIP). These were devoted to agricultural diversification, and improvement of rural infrastructure, notably irrigation. Road infrastructure and education also benefited from NIP resources.

Saint Lucia also received financing under the Stabex scheme (ECU 26.4 million under Lomé IV), when banana export earnings decreased sharply, and emergency assistance following 1980, 1983 and 1994 Hurricanes (over ECU 1 million).

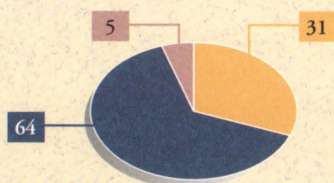
Lomé IV NIP (ECU 5 million) is focused on the upgrading of the Victoria Hospital, on agriculture and rural development (ECU 1.55 million for the further resettlement of the Mabouya Valley). ECU 750 000 has also been allocated for a training programme.

Moreover, ECU 3.5 million has already been committed for the European Investment Bank (EIB) interventions.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit Saint Lucia's banana sector (ECU 1.2 million already committed) in helping to improve productivity and quality.

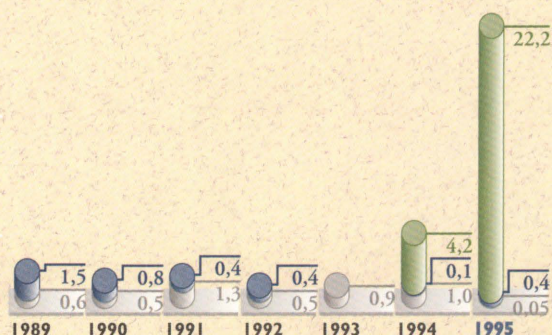
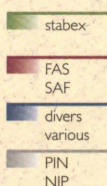
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Vincent and the Grenadines

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

390



112 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 120 ECU (1993)

Exportations
63 066 000 ECU (1994)
bananes 54%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,9% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
44,64% (1993)

Saint Vincent et Les Grenadines sont formés d'une chaîne d'îles à l'est de la Mer des Caraïbes, dont la plus grande, Saint Vincent, vit sous la menace du volcan de la Soufrière. Le pays a accédé à l'indépendance en 1979.

Depuis le milieu des années 80, le gouvernement doit faire face à une série de difficultés, dont le déficit des finances publiques, et de défis comme la création d'un climat favorable à l'investissement, la réforme agraire et la diversification de l'agriculture. Bien que l'économie ait enregistré des taux de croissance exceptionnels entre 1985 et 1989, la croissance moyenne réelle s'est ralentie, et les premières années de 1990 laissent apparaître un taux élevé de chômage et un manque de personnel administratif et technique.

L'agriculture de rente, et particulièrement la culture de la banane, est le principal secteur d'activité économique qui fait traditionnellement vivre des milliers de petits agriculteurs. L'exportation des bananes vers le marché européen, sur la base du Protocole spécial de Lomé qui garantit une situation préférentielle aux exportateurs traditionnels ACP, domine très largement les exportations nationales, et constitue une source de devises non négligeable pour le pays. Toutefois, les changements intervenus dans le secteur de la banane en 1993, à la suite du Marche unique européen, ont conduit le gouvernement – comme dans nombre d'autres îles de la région – à mettre l'accent sur la promotion de la diversification agricole et le tourisme.

Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, le pays a bénéficié de plus de 20 millions d'écus d'aide, qui ont servi à mettre en oeuvre des projets dans trois secteurs de concentration: la santé, le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures de transport (routes, aéroport). Un petit projet dans le secteur du tourisme a également reçu un appui sous Lomé III.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV, qui s'élève à 5,4 millions d'écus, place le développement rural en tête des secteurs d'intervention prioritaires (3 millions d'écus). Des fonds seront aussi consacrés à l'extension de l'hôpital de Kingstown, au financement d'installations supplémentaires en faveur de l'enseignement secondaire, à des actions de promotion du tourisme ainsi qu'à la protection de l'environnement.

Un montant de 5 millions d'écus a, en outre, déjà été approuvé pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

Saint Vincent et les Grenadines figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur économique (0,2 million d'écus déjà engagés). Le pays a reçu dans le cadre du stabex des transferts s'élevant à 31,1 millions d'écus.

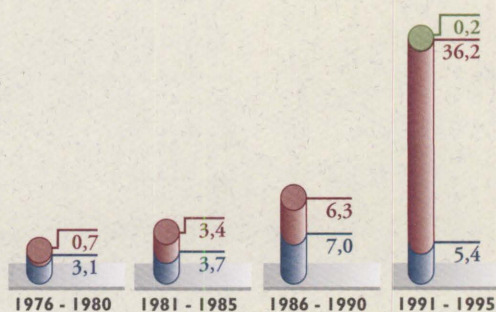
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment

développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PMI
mine and industry development/SME's



Saint Vincent and the Grenadines

S

Economic indicators

GNP per capita
2 120 ECU (1993)

Exports
63 066 000 ECU (1994)
bananas 54%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
0.9% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
44.64% (1993)

Saint Vincent and The Grenadines consists of a chain of islands in the Eastern Caribbean Sea, of which the biggest, Saint Vincent, lives under the threat of the volcano, La Soufrière. The country achieved independence in 1979.

Since the mid-1980s, the Government has been facing a series of difficulties, including the public finance deficit, and challenges, such as establishing a favourable climate for investment, land reform and agricultural diversification. Although the economy registered exceptional growth rates between 1985 and 1989, real growth slowed afterwards, and since 1990 there has been a high level of unemployment and a lack of skilled technical and administrative personnel.

Cash crop farming, in particular bananas, is the main sector of the economy providing a living for thousands of small farmers. Banana exports to the European market, under the special Lomé Protocol which guarantees a preferential situation to traditional ACP exporting countries, largely dominates national exports and provides the country with a substantial source of foreign currencies. However, changes in the bananas sector following the 1993 Single European Market have led the Government – like many other islands in the region – to emphasize the promotion of agricultural diversification and tourism.

Under the first three Lomé Conventions, the country benefited from more than ECU 20 million in aid, which was used to implement projects in three main sectors; health, agricultural and rural development as well as transport infrastructure (road, airport). A small project in the tourist sector was also given support under Lomé III.

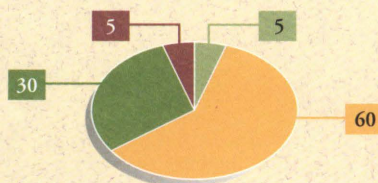
The Lomé IV National Indicative Programme (NIP), which was allocated ECU 5.4 million, focuses on rural development as the key priority sector of intervention (ECU 3 million). These funds are also devoted to the financing of the Kingstown Hospital expansion, the provision of additional secondary education facilities, tourism promotion and protection of the environment.

Moreover, ECU 5 million has already been approved by the European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Saint Vincent and the Grenadines' banana sector (ECU 0.2 million already committed by helping to improve productivity and quality. Under the Stabex scheme, the country benefited from transfers totalling ECU 31.1 million.

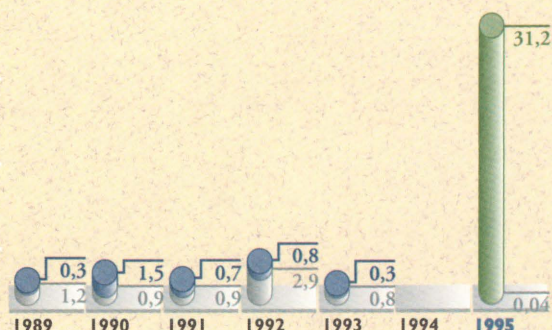
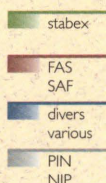
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





São Tomé e Príncipe

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

1 000

127 076

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 350 ECU (1993)

 Exportations
 20 530 000 ECU (1994)
 cacao 80%

 Service de la dette /
 exportations
 20,83% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
 1,98% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
 na/nd

 Taux d'urbanisation
 44,94% (1993)

Micro-Etat insulaire avec une population d'un peu plus de 120 000 habitants et une superficie de 1 000 km² répartie sur deux îles, São Tomé e Príncipe doit faire face à des handicaps importants qui entravent son développement: précarité d'une économie fondée sur une seule matière première, le cacao; morcellement et étroitesse du marché; faible qualification de la main-d'œuvre. Aussi, le pays dépend particulièrement de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Depuis 1987, le pays s'est engagé dans un programme d'ajustement structurel dont la mise en œuvre s'avère difficile. Ces difficultés économiques constituent une menace sérieuse comme l'a montré la tentative de coup d'Etat d'août 1995, pour la jeune démocratie pluraliste mise en place depuis 1991.

Membre de la Convention de Lomé depuis son indépendance, en 1975, São Tomé e Príncipe a bénéficié de l'aide de l'Union européenne pour appuyer la diversification agricole et le développement des infrastructures sociales du pays. Sous Lomé III, le financement d'une plantation de palmiers et d'une huilerie a permis de couvrir l'essentiel de la consommation interne en huile végétale.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (8 millions d'écus) se concentre sur la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales prioritaires. Un montant de 1,5 million d'écus a également été alloué au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel.

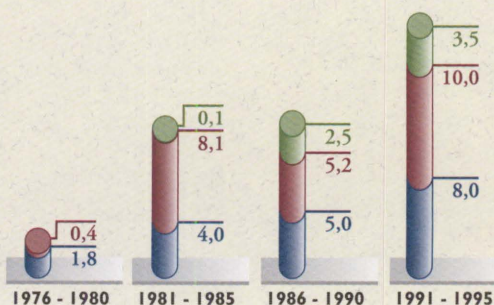
En ce qui concerne les transferts au titre du Stabex, São Tomé e Príncipe a reçu près de 3 millions d'écus, sous Lomé IV.

Par ailleurs, le pays a bénéficié de l'aide prévue au titre de la coopération régionale, dans des domaines tels que la coopération culturelle, la protection des écosystèmes forestiers, la pêche, etc.

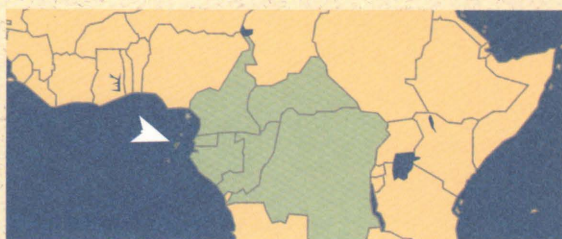
La Banque Européenne d'Investissement a déjà engagé 5,6 millions d'écus au titre des capitaux à risques pour la réhabilitation du secteur électrique dans l'île principale.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


 développement rural/pêche
 rural development/fishing
 développement minier et industriel/PM
 mine and industry development/SMEs
 secteurs sociaux
 social sectors
 autres
 others



São Tomé e Príncipe

S

Economic indicators

GNP per capita
350 ECU (1993)

Exports
20 530 000 ECU (1994)
cocoa 80%

Debt service / exports
20.83% (1993)

Social indicators

Population growth rate
1.98% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
44.94% (1993)

São Tomé e Príncipe is an island mini-state with a population of just over 120000 and a surface area of about 1000 km² spread over two islands. It needs to overcome major disadvantages impeding its development, namely the precariousness of an economy based on a single raw material (cocoa), its divided, tiny market and a poorly-qualified workforce. The country depends, above all, on external aid, which represents 70% of GDP.

Since 1987, a programme of structural adjustment has been underway. In 1991, the islands completed the transformation to a pluralist democracy, although this has proved difficult to implement. Economic difficulties might constitute a serious threat for the new democracy set up since 1991, seen in the 1995 attempted of coup d'Etat.

A member of the Lomé Convention since achieving independence in 1975, São Tomé e Príncipe has received European Union aid in support of agricultural diversification and social infrastructure development. Under Lomé III, the funding of a palm tree plantation and oil mill meant it could meet most of the domestic demand for vegetable oil.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 8 million) concentrates on revamping economic infrastructures and priority social issues. São Tomé e Príncipe has also been allocated ECU 1.5 million from the Structural Adjustment Facility.

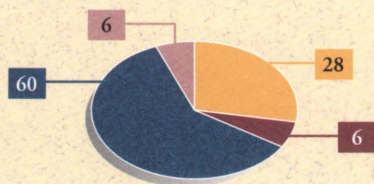
As far as Stabex transfers are concerned, it received nearly ECU 3 million under Lomé IV for cocoa.

Regional cooperation aid was also given for use in areas such as cultural cooperation, the protection of forest eco-systems, fishing, etc.

The European Investment Bank has already allocated ECU 5.6 million in the form of risk capital for the modernisation of electricity installations on the main island.

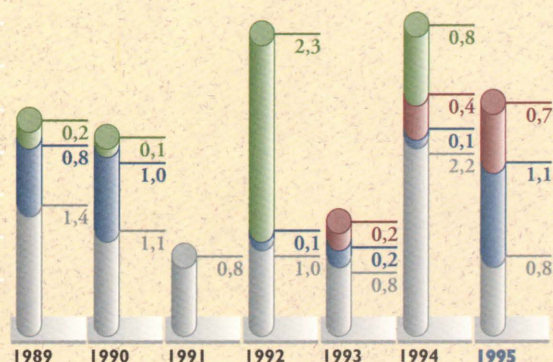
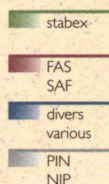
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Sénégal

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 196 720

8 387 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
750 ECU (1993)

Exportations
534 144 000 ECU
(1994)

poisson 26%

produits

d'arachide 13%

Service de la dette /
exportations

Indicateur (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,72% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
59% (1995)

Taux d'urbanisation
41,3% (1993)

Le Sénégal est situé sur un ensemble de terres basses, souvent sablonneuses, qui forment une transition entre le Sahara aride et les régions guinéennes humides et forestières. Sa population est concentrée dans la partie ouest du territoire, en particulier dans les agglomérations urbaines.

L'économie sénégalaise subit des handicaps similaires, dans une large mesure, à ceux des autres pays de la région sahélienne: ressources naturelles limitées, terres agricoles détériorées à cause des conditions climatiques, augmentation rapide de la population et forte dépendance des aides extérieures. La situation économique, très dégradées au début des années 1990, donne certains signes de redressement après la dévaluation du franc CFA.

Le commerce extérieur est particulièrement dépendant des exportations de produits de la pêche, de l'arachide et des phosphates.

La coopération entre l'Union européenne et le Sénégal remonte au premier FED créé en 1963. Elle s'est depuis constamment amplifiée, le Sénégal étant l'un des pays ACP à avoir bénéficié le plus largement des différents instruments européens de coopération (PIN, coopération régionale, Stabex, Sysmin, aide alimentaire). Le Programme Indicatif National de Lomé IV (7^{ème} FED) porte sur 125,7 millions d'écus. Une dotation globale de 28,7 millions d'écus a été allouée au Sénégal au titre de l'appui à l'ajustement structurel entre 1992 et 1994.

Deux domaines de concentration de l'aide ont été retenus: les transports, pour un total de 70 millions d'écus (dont 10 millions sur la Facilité d'Ajustement Structurel) et le développement de la vallée du fleuve Sénégal (22,5 millions destinés à des actions dans la santé, le crédit aux PME, l'environnement et l'assainissement urbain).

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a également fourni une aide importante au pays. Au titre des Conventions de Lomé I à III, le total de ses interventions a atteint près de 70 millions d'écus (dont 33 millions sur ressources propres), qui ont bénéficié principalement au secteur industriel et à celui des communications. Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà engagé 32 millions d'écus, en particulier dans les télécommunication, secteur considéré comme hautement prioritaire par le Sénégal et 19 millions au titre des capitaux à risques pour la modernisation des secteurs de l'infrastructure et de l'eau à Dakar.

Un programme Sysmin (25,5 millions d'écus) est aussi en cours d'exécution dans le secteur des phosphates.

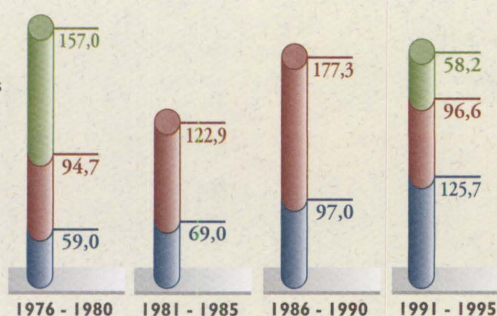
Le Sénégal a aussi bénéficié des transferts Stabex (secteur arachides) au titre des exercices de 1992 (9,2 millions d'écus), 1993 (15,1 millions d'écus) et 1994 (5,5 millions d'écus).

D'autres actions sont réalisées, notamment dans la promotion du tourisme, les microréalisations, l'intégration des rapatriés de Mauritanie, la lutte contre le SIDA, l'appui au développement économique de la région de Ziguinchor et la relance des activités économiques après la dévaluation du Franc CFA (PME, exportations horticoles, petits travaux en milieu urbain).

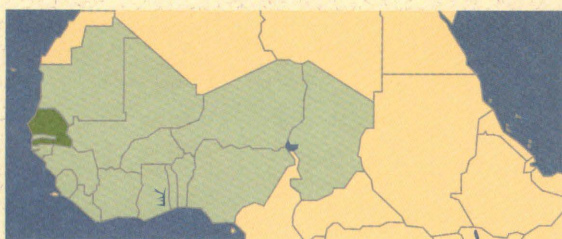
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Economic indicators

GNP per capita
750 ECU (1993)

Exports
534 144 000 ECU (1994)
fish 26%
groundnut products 13%

Debt service / exports
9% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.72% (1995)

Primary schooling rate
59% (1995)

Urbanization rate
41.3% (1993)

Senegal is one of a series of characteristically sandy low countries, which form a belt between the arid Sahara and the humid Guinean forest regions. The population is concentrated in the west part of the country, mainly in urban agglomerations.

The Senegalese economy suffers greatly from similar handicaps to those in other countries of the Sahelian region: limited natural resources, agricultural land that has deteriorated due to climatic conditions, a rapidly-increasing population and strong dependence on external aid. The economic situation which worsened in the 1990's, has shown signs of recovery since the CFA devaluation. External trade is particularly dependent on exports of fishing products, peanuts and phosphates.

Cooperation between the European Union and Senegal goes back to the very first EDF created in 1963. It has grown consistently since and Senegal is one of the ACP countries to have drawn most efficiently on the different European cooperation instruments (NIP, regional cooperation, Stabex, Sysmin, food aid). The National Indicative Programme of Lomé IV (seventh EDF) consists of ECU 125.7 million. A general grant of ECU 28.7 million was allocated to Senegal as structural adjustment support between 1992 and 1994.

A concentration of aid has been maintained in two areas: transport (ECU 70 million, of which 10 million was allocated from the Structural Adjustment Facility) and the development of the River Senegal valley (ECU 22.5 million, earmarked for health care, SME grants, the environment and urban cleaning).

The European Investment Bank (EIB) has also provided significant aid to the country. Under Lomé I to III Conventions, the total sum for interventions reached almost ECU 70 million (including ECU 33 million out of its own resources); these interventions benefited mainly the industrial and communications sectors. Under Lomé IV, the EIB has already allocated ECU 32 million, in particular to complete the extension of the telecommunication the sector of which ECU 19 million on risk capital for infrastructure and water supply in Dakar.

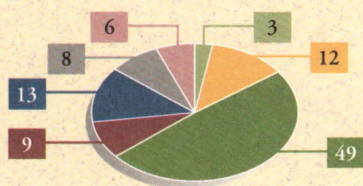
A Sysmin programme (ECU 25.5 million) is also now underway in the phosphates sector.

In 1994, Senegal also benefited from Stabex transfers (groundnut sector) for the years 1992 (ECU 9.2 million), 1993 (ECU 15.1 million) and 1994 (ECU 5.5 million).

Other actions have been realised, notably in tourism promotion, micro-projects, the integration of returnees from Mauritania, the struggle against AIDS, economic development support in the region of Ziguinchor and the relaunching of economic activities after devaluation of the CFA Franc (SME, exports of flowers, small urban works).

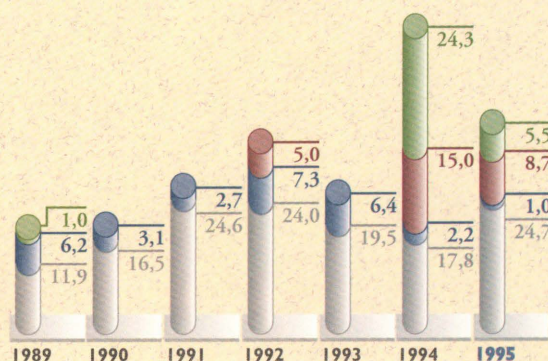
**FED
EDF**

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



**FED
EDF** 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Seychelles

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN



Indicateurs économiques

PNB par habitant
6 280 ECU (1993)

Exportations
534 144 000 ECU
(1994)

conserves de thon 73%
poisson 20%

Service de la dette / exportations
6,47% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
1,37% (1995)

Taux de scolarisation primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
52,62% (1993)

Archipel granitique et corallien composé de plus de cent îles, les Seychelles offrent un contraste caractéristique entre la dimension réduite de sa surface émergée et l'ampleur de sa zone économique exclusive (ZEE) qui s'étend sur plus de 1,3 million de km². Indépendant depuis 1976, le pays s'est engagé, en 1992, sur la voie de la démocratie multipartite après quinze années de régime de parti unique. Son président a été réélu en 1993.

Avec un PNB par habitant de plus de 6000 \$, les Seychelles dépassent de très loin le revenu de ses voisins dans l'Océan Indien. Toutefois, l'archipel souffre de nombreux handicaps liés à son isolement, à l'étroitesse de son marché, à l'éloignement des principaux marchés d'exportation, ainsi qu'au manque de ressources humaines et de terres arables. Ces désavantages communs aux petits Etats insulaires rendent le processus de développement extrêmement coûteux, car nécessitant des investissements disproportionnés par rapport à la taille du pays, à sa capacité de gestion et d'endettement, ainsi qu'à ses ressources humaines. L'essentiel des revenus en devises provient du tourisme et des exportations de poisson.

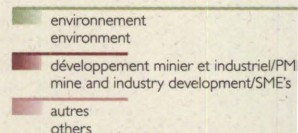
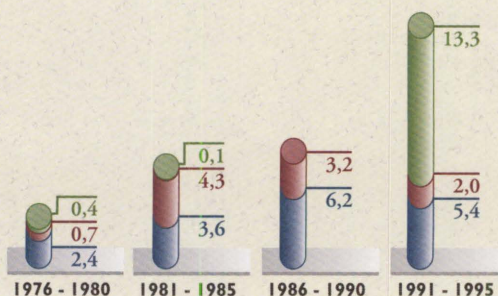
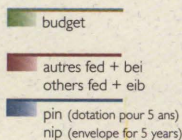
Les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I et II (6 millions d'écus), se sont essentiellement concentrées sur l'appui aux infrastructures sociales (logement, hôpital Victoria). Le soutien au développement rural, aux microprojets et à la formation constituent les autres principaux secteurs d'intervention. Lomé III a affecté près de 70% des fonds programmés (6,2 millions d'écus) au développement rural, dont la mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur productif agricole qui constitue un élément central dans la politique nationale d'amélioration de l'auto-suffisance alimentaire basée sur le soutien aux petits fermiers.

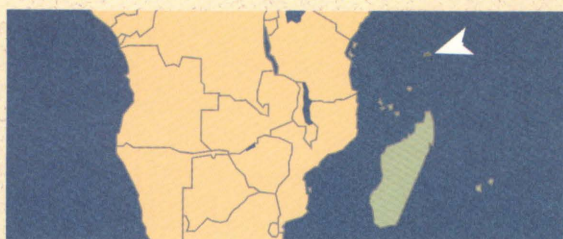
Le programme indicatif de Lomé IV (5,4 millions d'écus) a été affecté pour environ 40% au développement industriel, et vise à appuyer la petite industrie et l'artisanat. Les projets financés sont destinés à promouvoir la création d'emplois par le biais du développement de petites entreprises privées. Le reste des fonds doit être attribué à des projets dans les secteurs de l'environnement et du tourisme, deux domaines essentiels pour l'économie des Seychelles et qui s'intègrent dans les objectifs poursuivis par la coopération régionale dans l'Océan Indien. Le budget de l'Union européenne a également contribué, en 1993, à appuyer le processus de démocratisation.

Dans le cadre des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), un montant de 2 millions d'écus de capitaux à risques a été mis à disposition de la Banque de Développement des Seychelles pour le financement de projets de moyenne dimension dans les secteurs productif, du transport et du tourisme.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Seychelles



Economic indicators	
GNP per capita	6 280 ECU (1993)
Exports	534 144 000 ECU (1994)
canned tuna	73%
fish	20%
Debt service / exports	6.47% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1.37% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	52.62% (1993)

A granite and coral archipelago comprising more than 100 islands, the Seychelles is characterised by the contrast between the small surface area above water and the size of its Exclusive Economic Zone (EEZ), which stretches over more than 1.3 million km². Independent since 1976, the country started down the road to multi-party democracy in 1992, after 15 years of one-party rule. Its president was re-elected in 1993.

With an GNP per capita of more than 6000 \$, the Seychelles does much better than its neighbours in the Indian Ocean. However, the archipelago suffers from many handicaps linked to its isolation; the narrowness of its market, its distance from the main export markets, as well as a lack of human resources and arable land. These disadvantages, common to small island states, make the process of development extremely costly, because it needs disproportionate investment in relation to the size of the country, its management and indebtedness capacity and its human resources. The majority of currency revenue comes from tourism and exports of fishing products.

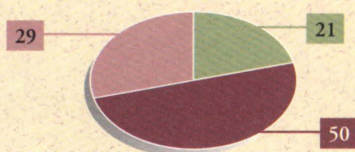
National Indicative Programme (NIP) resources from Lomé I and II (ECU 6 million) were essentially concentrated on support for social infrastructures (housing, the Victoria hospital). Rural development, microprojects and training constitute the other main sectors for intervention. Lomé III allocated nearly 70% of programmed funds (ECU 6.2 million) to rural development, including the implementation of a support programme for the agricultural product sector, which is a central element in the national policy of improving food self-sufficiency based on support for small farmers.

About 40% of the Lomé IV indicative programme (ECU 5,4 million) is devoted to industrial development and aims to support small industry, arts and crafts. The projects backed are earmarked for promoting job creation through the development of small private enterprises. The remainder of the funds should be devoted to projects in the environmental and tourism sectors, two essential areas of the Seychelles' economy which are in line with objectives pursued by regional cooperation in the Indian Ocean. In 1993, the European Union budget contributed support for the process of democratisation.

Within the framework of the European Investment Bank's interventions, a sum of ECU 2 million of risk capital has been made available to the Development Bank of the Seychelles, for the financing of medium sized projects in the productive sectors, in transport and in tourism.

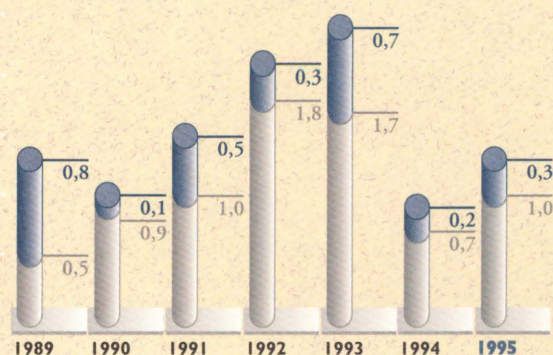
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Sierra Leone

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

71 740



4 740 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	150 ECU (1993)
Exportations	82 361 000 ECU (1994)
rutile	48%
bauxite	25%
Service de la dette / exportations	11,92% (1993)
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,69% (1995)
Taux de scolarisation primaire	47,8% (1995)
Taux d'urbanisation	34,60% (1993)

Entourée de la Guinée et du Liberia, la Sierra Leone – indépendante depuis 1961 – se situe en Afrique occidentale côtière et bénéficie d'une bonne pluviométrie et d'un climat tempéré. Le pays est recouvert par la forêt tropicale au sud-est. L'économie, une des plus pauvres au monde, demeure en crise, bien que des progrès aient été réalisés dans la mise en œuvre depuis 1992 d'un Programme de réformes. Des mesures ont été prises pour la mise en place progressive d'une démocratie multipartite pour la fin 1995 et des élections devaient avoir lieu en 1996. Les perspectives de paix semblaient se préciser notamment avec l'ouverture prévue en mars 1996 des pourparlers qui devaient se tenir en Côte d'Ivoire entre le gouvernement militaire et le Front Uni de la Révolution.

L'activité des rebelles a virtuellement paralysé toute activité économique dans les régions affectées.

Les revenus provenant de l'extraction diamantaire et de cultures de rente (café et cacao), ont atteint un niveau très faible. L'aptitude du Gouvernement à rétablir la paix et raviver l'économie est entravée par la faiblesse des services publics et une armée pléthorique indisciplinée.

La coopération UE-Sierra Leone a commencé en 1975 avec la première Convention de Lomé. L'appui européen se concentrait à l'origine dans les secteurs du développement rural et des routes. Ces secteurs ont continué à constituer une priorité, bien que des fonds importants aient également été consacrés au secteur des télécommunications et, plus récemment, au secteur de l'électricité.

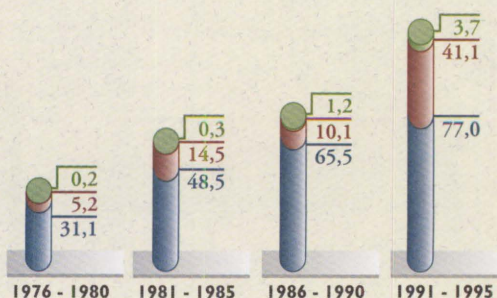
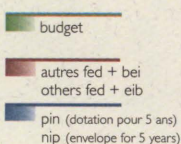
Sous Lomé IV, qui prévoit une dotation de 77 millions d'écus pour le Programme Indicatif National, la mise en œuvre de trois projets orientés vers le développement rural (aide au secteur agricole, approvisionnement en eau et microprojets ruraux) d'une valeur de 27 millions d'écus a déjà débuté. Le premier programme d'appui à l'ajustement structurel destiné à la Sierra Leone, comprenant 8 millions d'écus en provenance du PIN et 12 millions d'écus de la Facilité d'Ajustement Structurel, a également été lancé à la suite des progrès réalisés dans le cadre des programmes nationaux de réforme.

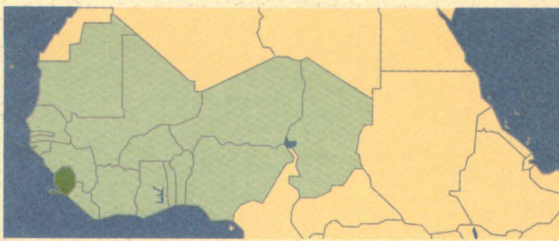
L'Union européenne et la Banque Européenne d'Investissement, au titre des capitaux à risques (engagés à hauteur de 8 millions d'écus), contribuent également, pour environ 40%, au programme de réhabilitation du secteur électrique de 60 millions d'écus, en cofinancement avec la Banque Mondiale, le Japon et des Etats membres de l'Union européenne.

Un soutien significatif a été fourni au titre du Stabex (9,7 millions d'écus, sous Lomé IV), au titre des aides d'urgence ou en faveur des personnes déplacées à la suite de la situation conflictuelle dans le sud du pays, ainsi qu'au titre des cofinancements en cours avec les ONG. D'autres aides humanitaires en faveur des victimes de la crise sont en cours de préparation.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Sierra Leone

S

Economic indicators

GNP per capita
150 ECU (1993)

Exports
82 361 000 ECU (1994)
rutile 48%
bauxite 25%

Debt service / exports
11.92% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.69% (1995)

Primary schooling rate
47.8% (1995)

Urbanization rate
34.60% (1993)

Surrounded by Guinea and Liberia, Sierra Leone – independent since 1961 – is situated in coastal Western Africa and benefits from a good rainy season and a temperate climate. The country is covered with tropical forest in the south-east. The economy, one of the poorest in the world, remains depressed, despite some progress made since 1992 in implementing an adjustment Programme. The armed conflict which began in 1991 in the South-East of the country spread throughout most of the country in 1994/1995, rendering all but Freetown practically inaccessible. Multiparty elections, due to be held in December 1995, were postponed and were to take place in 1996. Prospects for peace seem to be improving : in March 1996, talks opened in Côte d'Ivoire between the Military Government and the Revolutionary United Front aimed at finding a peaceful settlement to the conflict.

Rebel activity has virtually paralysed all economic activity in the affected areas. The Rutile and Bauxite mines have closed.

Revenue from diamond mining and cash crops (coffee and cocoa) has fallen to a very low level. The Government's ability to restore peace and revive the economy is hampered by a weak public service and large indisciplined army.

EU-Sierra Leone cooperation began in 1975 under the first Lomé Convention. European support was initially concentrated in the rural development and road sectors. These areas have continued to be the main focus, although substantial funds have also been provided for the telecommunications sector, and more recently for the electricity sector.

Under Lomé IV, which provides a grant of ECU 77 million for the National Indicative Programme, the implementation of three projects oriented towards rural development (agricultural sector support, rural water supply and microprojects) for ECU 27 million has already started. The first European structural adjustment support programme for Sierra Leone, comprising ECU 8 million from the NIP and ECU 12 million from the Structural Adjustment Facility, has also been launched following progress made in the Government's reform programmes.

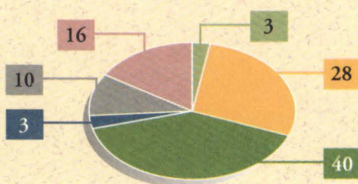
The European Union and the European Investment Bank, through risk capital funds (for ECU 8 million), are also contributing to the ECU 60 million electricity sector rehabilitation programme (40%), cofinanced with the World Bank, Japan and Member States of the European Union.

Significant support has also been provided from the Stabex facility (ECU 9.7 million, under Lomé IV), and from ECHO in the form of humanitarian aid delivered through NGOs. Financial and technical assistance was also provided in support of the country's Transition to Democracy Programme.

However, due to security problems outside Freetown development projects, particularly in the rural development sector, had to be suspended.

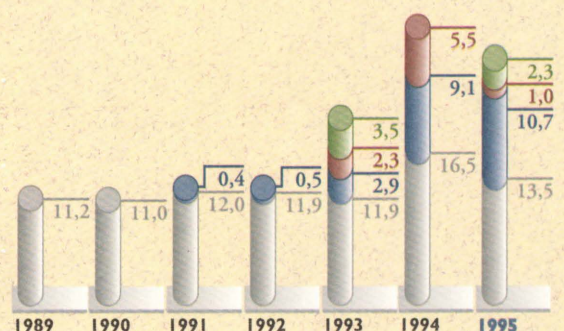
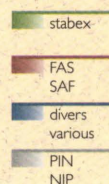
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument

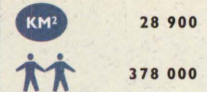




Solomon Islands

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
740 ECU (1993)

Exportations
4 396 000 ECU (1994)
bois 37%
pêche 30%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,28% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
16,1% (1993)

La population des Iles Salomon est répartie sur un grand nombre d'îles, mais plus de 75% de celle-ci vit en fait sur les 6 îles principales qui représentent 85% de la superficie du territoire. Le taux de croissance de la population y est très élevé (3,5% par an). A leur indépendance, les Iles Salomon ont rejoint le Commonwealth. Le régime est de nature parlementaire avec une forte décentralisation du pouvoir vers les Provinces.

Le pays est riche en ressources naturelles renouvelables: pêche, sylviculture et terres arables constituent des atouts majeurs. Une grande partie (54% du PIB) des revenus d'exportation provient de la production primaire: bois, produits de la mer et produits agricoles (coprah, cacao, huile de palme). Le taux actuel d'exploitation forestière ne pourra toutefois pas être maintenu longtemps. En dehors des conserves de thon, les produits manufacturés sont peu développés. La croissance économique, entravée par un marché national dispersé et restreint, des systèmes fonciers traditionnels, l'éloignement des marchés d'exportation et les catastrophes naturelles (cyclones), n'a pas réussi à suivre la croissance de la population depuis l'indépendance.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1978, et s'est traduite, sous Lomé I, II et III, par le soutien à l'agriculture et au développement rural, à l'exploitation forestière et aux pêcheries, aux ressources humaines, à l'infrastructure économique, aux transports et à la santé. Les transferts Stabex (37,6 millions d'écus), équivalents au montant total des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I, II et III (40 millions d'écus), ont compensé les pertes de revenus provenant des produits tels le coprah, le cacao et l'huile de palme.

Sous Lomé IV, la priorité a été accordée au secteur rural. Le PIN (19 millions d'écus), prévoit un programme d'infrastructures rurales pour la province de Malaita, un programme de routes dans les zones rurales de Guadalcanal et maintient son appui aux pêcheries artisanales. Un soutien est également accordé au développement des ressources humaines à travers des centres de formation dans les zones rurales, et un programme de réhabilitation est en cours, suite au cyclone de 1993. Les transferts Stabex (7 millions d'écus) sont toujours destinés à financer des programmes de soutien à l'agriculture, principalement au bénéfice des petits exploitants de cacao.

En outre, un montant de 2,5 millions d'écus a été prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, dont 2 millions d'écus ont été attribués à ce jour.

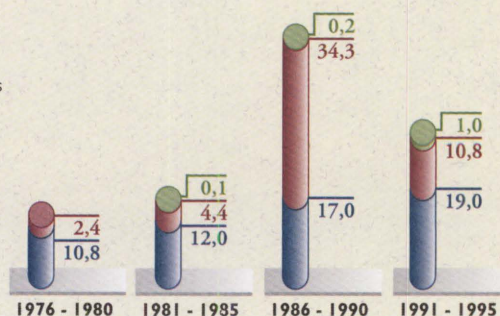
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Solomon Islands

S

Economic indicators

GNP per capita
740 ECU (1993)

Exports
4 396 000 ECU (1994)
timber 37%
fishery 30%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
3.28% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
16.1% (1993)

The Solomon Islands' population is spread over a vast number of islands, but the six main islands account for over 75% of the population and 85% of the land area. Estimated population growth is very high (3.5% per year). On independence in 1978, the Solomon Islands joined the Commonwealth. It has a parliamentary form of government with considerable powers devolved to the Provinces.

The country is rich in renewable natural resources with important fishery, forestry and land assets. Primary production makes up a large proportion of export earnings: in 1994 exports of timber, fish, copra, coconut oil, palm oil and cocoa were equivalent to 54% of GDP. However, the current rate of exploitation of forest resources is unsustainable. Manufacturing is very little developed, except for tuna canning. Economic growth is hampered by the small and dispersed domestic market, traditional land tenure systems, distance from export markets and natural disasters (cyclones), and has not matched population growth since independence.

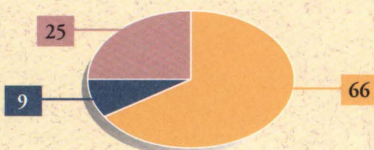
European Union assistance began in 1978, and under Lomé I, II and III has included support for agriculture and rural development, forestry and fisheries, human resources, economic infrastructure, transport and health. Stabex transfers (ECU 37.6 million), which were equivalent in amount to the National Indicative Programmes (NIPs) of Lomé I, II and III (ECU 40 million), have compensated for shortfalls in earnings from products such as copra, cocoa and palm oil.

Under Lomé IV, the rural sector has been given priority. The NIP (ECU 19 million) includes a rural infrastructure programme for the province of Malaita, a rural road programme in Guadalcanal, and continued support to artisanal fisheries. Support is also being given to human resource development through rural training centres, and a rehabilitation programme is under way following a cyclone in 1993. Stabex transfers (ECU 7 million) are continuing to fund programmes in agriculture, concentrating mainly on smallholder cocoa.

Moreover, an amount of ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has been committed so far.

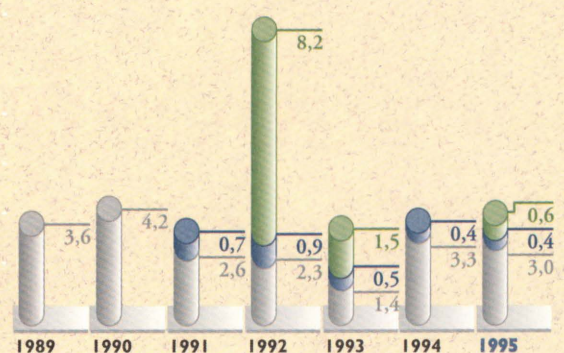
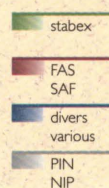
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Somalia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 637 660

10 173 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd ECU (1993)

Exportations
52 900 000 ECU (1994)
bananes 40%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,33% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
na/nd

Située en bordure de l'Océan Indien, à la pointe de la Corne de l'Afrique, la Somalie partage ses frontières avec l'Ethiopie principalement, le Kenya et Djibouti.

L'histoire récente du pays est marquée par la guerre civile depuis 1991, la famine de 1992 et l'opération militaro-humanitaire internationale lancée fin 1992 et visant à la restauration de la paix civile. Début 1995, la poursuite de la guerre civile et le peu de progrès réalisés dans la voie de la réconciliation nationale, ont conduit au retrait des troupes de maintien de la paix de l'ONU.

L'agriculture constitue habituellement la base économique du pays et représente plus de 60% du PNB. L'élevage, activité traditionnelle des populations nomades, représente à lui seul près de 40% du PNB et des revenus d'exportation. L'agriculture commerciale est centrée sur la production et l'exportation de bananes (40% des revenus d'exportation), les autres productions étant limitées au marché local (sucre, sorgho et maïs).

En raison de la situation politique du pays et de la désorganisation totale de la vie institutionnelle, économique et sociale, la Somalie n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé IV. De 1991 à 1994, l'assistance européenne s'est presque exclusivement traduite par des aides humanitaires alimentaires et d'urgence (près de 90 millions d'écus) financées sur le budget de l'Union européenne.

Afin de contribuer à la reconstruction et au relèvement économique du pays, l'Union européenne a mis sur pied un programme de réhabilitation pour la Somalie d'un montant de 38 millions d'écus. Ce programme, approuvé en 1993, est financé sur les ressources du 6e FED de Lomé III et s'inscrit dans le contexte de l'Initiative Spéciale pour l'Afrique adoptée par le Conseil des Ministres européens la même année. Son approche est pragmatique et vise à concilier l'exigence de la sécurité dans le choix des zones géographiques prioritaires d'intervention avec la nécessité d'assurer le redémarrage rapide de nombreux secteurs productifs, en particulier du secteur vital de l'élevage.

Le programme est mis en œuvre principalement par des organisations non-gouvernementales de développement déjà implantées localement et veillant à soutenir des structures locales capables de prendre la relève des opérations d'assistance. Début 1995, 40 contrats ont été signés pour un montant d'environ 10 millions d'écus.

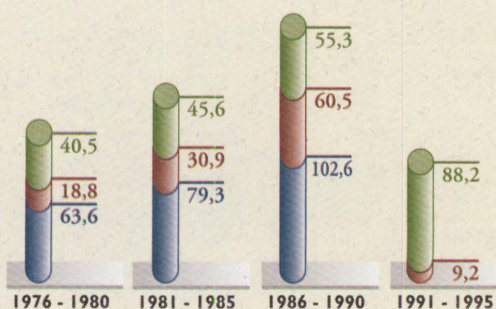
Un second programme de réhabilitation d'un montant de 47 millions d'écus est en cours de préparation, dont le but est de consolider les activités et les structures mises en place dans le cadre du premier programme.

L'instabilité politique persiste et les perspectives de constituer un gouvernement national régulier restent éloignées.

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Somalia S

Economic indicators

GNP per capita
na/nd ECU (1993)

Exports
52 900 000 ECU (1994)
bananas 40%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
3.33% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
na/nd

Situated by the Indian Ocean, at the tip of the Horn of Africa, Somalia shares borders with Ethiopia, in the main, and with Kenya and Djibouti.

The country's recent history has been dominated by a civil war, since 1991, as well as the 1992 famine and the international military humanitarian operation launched at the end of 1992 aimed at restoring peace. Beginning 1995, the continuation of the civil war, and the lack of progress made in the search for national reconciliation, led to the pulling out of the UN's peace keeping forces.

Agriculture traditionally forms the economic base of the country, representing more than 60% of GNP. Livestock farming, the traditional activity of nomad populations, alone represents nearly 40% of GNP and of export revenues.

Commercial agriculture is centred on the production and export of bananas (40% of export revenues), other production being limited to local market produce (sugar, sorghum and corn).

Because of the political situation in the country and the total disorder in institutional, economic and social life, Somalia has not yet ratified the fourth Lomé Convention. Between 1991 to 1994, European assistance almost exclusively consisted of food aid and emergency aid financed out of the European Union's budget.

In order to contribute to the reconstruction and economic rebuilding of the country, the EU set up, with ECU 38 million, a programme of rehabilitation for Somalia. This programme, approved in 1993, is funded from sixth EDF resources under Lomé III, in the context of the special initiative for Africa adopted by the European Council of Ministers in the same year. Its pragmatic approach aims to marry security requirements in the zones most in need of help, with the need to give a rapid boost to numerous production sectors, in particular the vital livestock sector.

The programme is being carried out mainly by development NGOs already locally installed and ensures the support of local structures capable of taking over responsibility for aid operations. Beginning 1995, 40 contracts were signed for a total of about ECU 10 million.

A second rehabilitation programme for 47 million ECU is currently in preparation and is intended to consolidate the activities and structures set up during the first rehabilitation programme.

Political instability persists, and the prospects for a duly constituted national government remain remote.

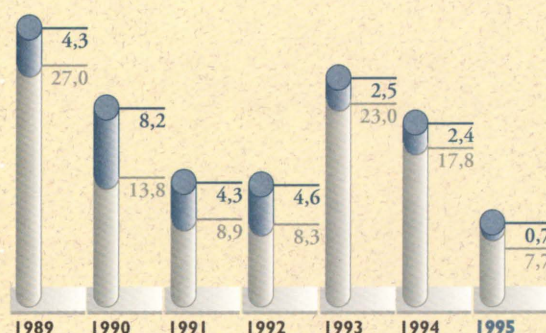
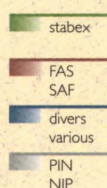
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Sudan

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 2 505 810

28 960 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Exportations
296 602 000 ECU
(1994)
coton 40%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,04% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
49,8% (1995)

Taux d'urbanisation
23,76% (1993)

Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique, avec un climat largement aride ou désertique et une grande diversité culturelle. Le pays a accédé à l'indépendance en 1956, et est victime depuis lors de l'instabilité politique, de la guerre et des conflits civils ainsi que d'une grave régression économique. Le Soudan figure désormais parmi les pays les plus pauvres du monde.

L'aide programmée accordée au Soudan depuis la première Convention de Lomé au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'est élevée à plus de 320 millions d'écus.

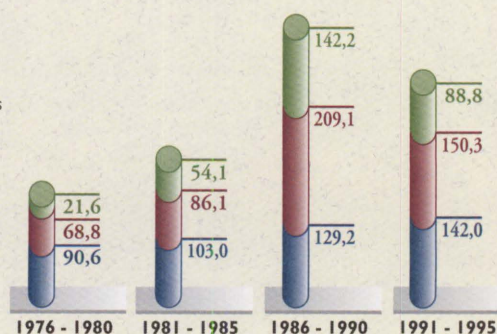
L'aide autre qu'humanitaire prévue au titre de Lomé IV est suspendue depuis 1990, en raison de la situation prévalant dans le pays.

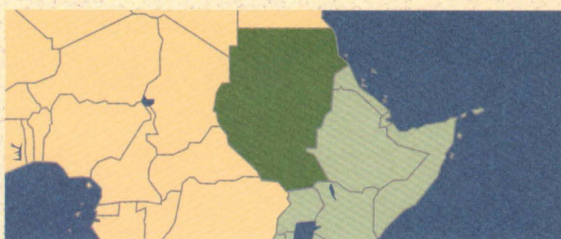
Les circonstances tragiques provoquées tant par le déplacement de populations touchées par la guerre civile dans le sud du pays, que par la sécheresse dans le nord, ont toujours nécessité une aide humanitaire substantielle et constante de l'Union européenne. Depuis 1992, près de 62 millions d'écus ont été engagés continuellement au titre d'aide alimentaire, notamment dans le sud du pays. Cette aide substantielle au Soudan entre 1990 et 1994 s'élève à environ 300 millions d'écus. Après les récoltes exceptionnellement bonnes de 1994/1995, il n'y a pas eu de demande d'aide alimentaire dans les régions marginales de l'ouest Soudan.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Sudan

S

Economic indicators

GNP per capita
na/nd

Exports
296 602 000 ECU
(1994)
cotton 40%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
0.04% (1995)

Primary schooling rate
49.8% (1995)

Urbanization rate
23.76% (1993)

Sudan is the largest country in Africa with a largely arid or desert climate and a great cultural diversity. The country gained independence in 1956, and has since then suffered from political instability, civil war and upheavals, as well as serious economic decline. Sudan is now one of the poorest countries in the world.

Programmed aid allocated to Sudan since the first Lomé Convention, under National Indicative Programmes (NIP), has amounted to more than ECU 320 million.

Assistance, other than humanitarian provided for in Lomé IV, has been suspended since 1990 due to the situation prevailing in the country.

The tragic circumstances caused by displaced and war-affected populations in Southern Sudan as well as the drought-affected and displaced population of the North have always required substantial and continuous humanitarian relief from the European Union. Since 1992, over ECU 62 million in the form of humanitarian aid has been made available to the Sudan, principally in the South. Furthermore, substantial quantities of food aid were continually supplied to the Sudan between 1990 and 1994 amounting to around ECU 300 million. Following the exceptional 1994/1995 harvest however, no food aid was required in the marginal areas of Western Sudan.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument

